

# Mardi 7 octobre Journée d'action mondiale



## Prime-Transport ? Circulez ! Y'a rien à voir !

Face aux mécontentements des salariés, dont le pouvoir d'achat est amputé par le prix des carburants, le gouvernement a promis, au printemps, une prime-transport.

- Le MEDEF a aussitôt fait savoir que les patrons n'avaient pas l'intention de payer quoi que ce soit, même si la prime était exonérée de cotisations sociales.
- Aujourd'hui, le gouvernement annonce que la prime de 200 € par an sera facultative, c'est-à-dire au bon vouloir de l'employeur.
- Interrogée par la CGT, la Direction PSA a répondu qu'elle n'avait pas l'intention de la mettre en œuvre !

**Jusqu'à quand vont-ils se moquer des salariés ?**

## Une première !

Mardi 7 octobre, à l'appel de la plupart des syndicats de la planète, les salariés du monde entier vont agir ensemble. Bien entendu, le détail des revendications est différent selon que l'on travaille au Burkina Faso, en Corée, au Brésil ou en France, mais :

- Sur tous les continents, les travailleurs vont faire valoir, en même temps, leurs revendications en matière de salaires, de conditions de travail, de droits, de protection sociale, de services publics.
- Ensemble, nous allons faire entendre plus fort notre contestation de la mondialisation actuelle qui met en concurrence les salariés à l'échelle internationale, qui accroît les inégalités entre le Nord et le Sud, et au sein de chaque pays.
- Ensemble, nous revendiquons des normes sociales internationales qui protègent les salariés du dumping social.
- Ensemble, nous allons agir pour un plus juste partage des richesses, qui permettrait le progrès social partout dans le monde.

## En France, dans l'unité

Six syndicats français (CGT, CFDT, CFE/CGC, UNSA et Solidaires) appellent ensemble à faire du 7 octobre une journée de mobilisation avec :

- Des actions dans les entreprises
- Des manifestations en ville.

### Ensemble, le 7 octobre :

- ➡ Pour l'augmentation des salaires,
- ➡ Contre la précarité, pour des embauches en CDI,
- ➡ Contre l'alourdissement des charges de travail, pour une pré-retraite à partir de 55 ans pour les travaux pénibles
- ➡ Contre les franchises médicales, et la remise en cause de notre protection sociale.

## Qui a chié dans le ventilateur ?

Des conditions de travail insupportables aux mini-lignes GAV et cassettes GMV, des salariés de QCP compactés au Montage, des situations d'équilibristes en logistique : Les salariés se demandent qui a pondu cette politique catastrophique.

C'est M. Vardanega, Directeur des fabrications PSA, qui déclare dans le journal « Les Echos » : « *Il nous faut des usines plus économiques en divisant les surfaces par 4 d'ici 2010 par rapport à 2000* ». Il est temps de ramener ce monsieur à la raison !

## Comment la Direction PSA vous choisit des délégués dociles

En mars 2007, les salariés de l'usine Peugeot-Citroën Aulnay étaient en grève pour l'augmentation des salaires, avec l'appui de CGT et CFDT.

Les responsables de la section CFTC de l'usine, persuadés de la justesse de cette action, se sont joints au mouvement.

### Crime de lèse-majesté !

La Direction ne soutient pas à bout de bras des syndicats-maison pour que ceux-ci lui fassent défaut lorsqu'il faut casser une grève.

On ne mord pas impunément la main qui vous nourrit ! Sinon, à quoi servent les largesses de

la caisse noire de l'UIMM ? Caisse noire qui a versé un demi-million d'euros à la Direction PSA pour combattre la grève d'Aulnay.

### Les liaisons dangereuses

La Direction PSA a donc exigé de la CFTC nationale qu'elle fasse le ménage.

Et la CFTC a exécuté les ordres !

Tout cela serait resté « confidentiel ». Mais les « exclus » ont décidé de ne pas se laisser évincer et ont porté plainte

Le « Canard Enchaîné » du 17 septembre 2008 dévoile le dessous des cartes.

## Peugeot solde aussi des syndicalistes

**P**LUSIEURS syndicalistes de la CFTC ont reçu, ces derniers jours, la visite de gendarmes et de policiers avant d'être convoqués pour une déposition. Ces enquêteurs souhaitent connaître le sens caché de deux plaintes déposées par les délégués du syndicat chrétien de l'usine Peugeot-Citroën d'Aulnay contre la direction du groupe. Six responsables de cette section syndicale affirment, en effet, avoir entendu le président de la fédération CFTC des métallos, Joseph Crespo, leur rapporter, en mai 2007, ces pro-

pos stupéfiants : « *Ce matin, j'étais avec Jean-Luc Vergne (directeur des ressources humaines du groupe Peugeot), et il me dit : "Je veux la peau de Badiss et je suis prêt à payer cher pour que Badiss et Matéo (tous deux responsables du syndicat CFTC de l'usine d'Aulnay) démissionnent."* »

Quelques jours plus tard, ces mauvais chrétiens étaient convoqués par Crespo et démissionnaient. Leur syndicat local, considéré comme un peu trop actif, était mis sous tutelle par leur fédération de la métallurgie. Depuis, c'est la

guerre intestine entre la fédération des métallos et la confédération CFTC, laquelle soutient ces militants qui affirment que leur démission a été arrachée.

Interrogé par « Le Canard », Joseph Crespo, volubile patron des métallos CFTC, reste laconique : « *Je ne confirme pas...* » Le DRH de Peugeot-Citroën, lui, répond aux soupçons sur un ton détaché : « *Je suis à l'aise et j'en rigole.* » Proverbe chinois : Quand le lion ne rugit pas, il rit jaune.

A. G.

Cette affaire démontre une nouvelle fois la conception que la Direction PSA a du droit de grève et de la liberté d'opinion.

Elle montre aussi, que dans certains syndicats,

les délégués ne peuvent le rester qu'avec l'approbation de la Direction de l'entreprise.

On est loin de l'indépendance que les salariés attendent de leurs délégués.

Le 3 décembre, vous allez voter pour élire les juges des Prud'hommes

**Quand on va aux Prud'hommes, c'est souvent le dernier recours.**

**Même si on ne partage pas toutes les positions de la CGT, dans ces cas-là, on voit bien que c'est seulement sur la CGT qu'on peut compter.**

**La CGT aux Prud'hommes :**

**+ de justice pour chacun**

**+ de droits pour tous**